



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers
ud-16-86.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Poitiers, le 30 décembre 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Aigle International

ZI Saint Ustre – Route Nationale 10
86220 Ingrandes

Code AIOT : 0007201494

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/12/2025 dans l'établissement Aigle International implanté ZI Saint Ustre, RN 10, 86220 Ingrandes. L'inspection a été annoncée le 04/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Aigle International
- ZI Saint Ustre – Route Nationale 10 86220 Ingrandes
- Code AIOT : 0007201494
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Aigle International à Ingrandes exploite depuis la fin des années 60 une unité de production de fabrication de bottes en caoutchouc, sur la zone d'activité économique de Saint-Ustre. Cette production est complétée par une activité d'entreposage initialement liée au stockage de la production locale, dorénavant étendue aux opérations de logistique et de stockage de l'ensemble de la gamme Aigle.

Thèmes de l'inspection :

- AR – 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-I	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Prescriptions sécheresses – délais	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-III	Demande d'action corrective	1 mois
7	Volumes prélevés	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	Demande d'action corrective	1 mois
8	Documents inspection	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I
2	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
3	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
4	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5
9	Point de contrôle GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Du fait des actions mises en place, l'exploitant pourrait réduire ses prélèvements en 2026 à moins de 10 000 m³, et ainsi ne plus être soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023. Considérant toutefois que le volume prélevé en 2025 devrait dépasser ce seuil, l'exploitant devra mettre en place les actions correctives nécessaire afin de se conformer aux disposition de cet arrêté pour 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prescriptions sécheresses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I
Thème(s) : Risques chroniques, Applicabilité
Prescription contrôlée : <i>« I. – Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement. »</i>
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant présente une facture du 7 août 2025 mentionnant les volumes suivants : <ul style="list-style-type: none"> relevé du 29 avril 2022 : 13 165 m³ ; relevé du 6 juin 2023 : 16 313 m³ ; relevé du 25 mai 2024 : 12 335 m³ ;

- relevé du 2 juin 2025 : 13 959 m³.

La déclaration Gerep fait apparaître pour 2024 une consommation de 12 707 m³.

L'exploitant est donc soumis aux dispositions de l'arrêté du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse.

L'inspection a pu constater la présence d'un dispositif totaliseur en entrée du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prescriptions sécheresses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Exemption de fait de certaines activités

Prescription contrôlée :

« Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :

1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :

- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;
- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;
- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;
- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;
- production, distribution et cogénération d'électricité ;
- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;
- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;
- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;
- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; [...] »

Constats :

L'exploitant n'exerce pas une des activités listées, il n'est donc pas exempté au titre de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prescriptions sécheresses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Exemption de fait par réduction ou re-utilisation

Prescription contrôlée :

« [...] 2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;

3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en

<p>vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique avoir mis en place des relevés hebdomadaires depuis juillet dernier. Il signale par ailleurs qu'une fuite a été détectée en juillet 2025 et a pu ainsi être réparée.</p> <p>Les consommations des dernières années sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2018 : 13 165 m³ ; • 2019 : 13 923 m³ ; • 2020 : 11 862 m³ ; • 2022 : 13 165 m³ ; • 2024 : 12 707 m³. <p>Au vu de ces éléments, l'exploitant n'est pas exempté des actions de réduction de prélèvement d'eau au titre de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Prescriptions sécheresses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Exemption préfectorale spécifique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'autorité administrative compétente en matière de police des installations classées peut adapter les dispositions du présent arrêté aux circonstances locales en fixant des objectifs de réduction différents de ceux mentionnés au 1 de l'article 2 ou en modifiant la liste des installations, des exploitants ou des pourcentages mentionnés à l'article 3 et adapter en conséquence les éléments tenus à jour mentionnés à l'article 4. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas sollicité de demande d'exemption préfectorale.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Prescriptions sécheresses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de restrictions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci – après, aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;</i> • <i>alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 %;</i> • <i>alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 %;</i> • <i>crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %. »</i>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, l'exploitant prélève annuellement plus de 10 000 m³ d'eau à partir du réseau AEP.</p> <p>En 2023, la ressource en eau superficielle de l'exploitant a atteint le niveau de gravité « crise ». Ainsi, une réduction de 25 % était attendue de la part de l'exploitant, qui n'a cependant pas mis</p>

en place d'action particulière durant la période concernée.
En 2025, l'exploitant indique que les niveaux de vigilance et d'alerte ont été atteints. Dans le premier cas, un flash a été envoyé à l'ensemble des salariés. Dans le second, un relevé de la consommation d'eau quotidien a été mis en place.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra veiller à mettre en place les mesures de réductions correspondante en cas de dépassement des seuils de gravité susmentionnés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Prescriptions sécheresses – délais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-III
Thème(s) : Risques chroniques, Délais d'application des restrictions
Prescription contrôlée : <i>« Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1er. »</i>
Constats : L'exploitant n'a mis en œuvre aucune action de réduction.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection sous 1 mois son plan d'actions afin de mettre en œuvre les réductions de prélèvement si un niveau de gravité est atteint en 2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 7 : Volumes prélevés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des volumes prélevés
Prescription contrôlée : <i>« Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire. La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise. »</i>
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé de déclaration en 2023/2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est rappelé qu'en cas de dépassement des niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise, l'exploitant devra transmettre via Gidaf (et non plus via « démarches simplifiées ») les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Documents inspection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Documents consultables
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« I. – L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :</p> <p>1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;</p> <p>2° Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;</p> <p>3° Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population ;</p> <p>4° Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ;</p> <p>5° Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ;</p> <p>6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.</p> <p>II. – L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité ou, s'il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l'entrée en vigueur du présent d'arrêté.</p> <p>Ces éléments ne sont à établir que si l'exploitant est soumis aux dispositions de l'article 2.</p> <p>III. – L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.</p> <p>Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l'article 1er.</p> <p>Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 tiennent également à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les installations concernées. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le volume de référence a été estimé à 12 072 m³ à partir du volume prélevé en 2024.</p> <p>L'exploitant indique que plusieurs actions ont été menées ces dernières années afin de réduire le</p>

<p>volume d'eau prélevé, avec notamment la suppression de la TAR, remplacée par des thermorégulateurs alimentés par un groupe froid, la mise en boucle fermée de 2 autoclaves ou encore la réparation d'une fuite importante au niveau du poste de garde. L'exploitant estime que le volume prélevé en 2026 devrait être inférieur au seuil de 10 000 m³, et qu'il ne sera alors plus soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Considérant que le volume de référence a pour objet de mesurer l'impact des actions engagées depuis le 1er janvier 2018, l'exploitant devra reprendre le calcul de celui-ci en se basant sur les consommations antérieures à cette date.</p> <p>Par ailleurs, le volume prélevé en 2025 étant supérieur à 10 000 m³, l'exploitant reste pour 2026 soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, et devra à ce titre établir l'ensemble des documents listés ci-dessus.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 9 : Point de contrôle GEREP

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GEREP</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ; [...] <p>Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils. »</p>
<p>Constats :</p> <p>La déclaration Gerep fait apparaître pour 2024 une consommation de 12 707 m³.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>